Pumpernickel

irrégulomadaire épanchiste wissembourgeois

bulletin de la société des amis de Pumpernickel

juin 2015 prix : 1,05 euros n°74 / 20ème année " à Paul Didier, Magistrat, et Jean Allemane, Ouvrier "

Pumpernickel a vingt ans !

QUI AURAIT MIS un kopeck sur pareille longévité ? Personne, pas même moi, lorsque l'idée s'est faite plus précise d'offrir à chacun un éclairage différent de la réalité politique locale. Avec des hauts et des bas, des doutes et des espérances, du plaisir et de la peine, cette feuille, ce "tract" comme ses détracteurs l'appellent, sans prendre conscience que cela sonne comme un hommage du vice à la vertu, a fait son chemin , appartenant maintenant au collectif local. Ne me disait-on pas récemment qu'il fallait être Wissembourgeois pour lire Pumpernickel ! C'est probablement le plus tendre des compliments qui m'ait été adressé.

En dépit des espoirs suscités il y a sept ans, la ligne éditoriale n'a pas de raison de changer : sus aux prétentieux, aux xénophobes et aux autocrates !

Mais surtout, la parole à ceux que l'on en a dépossédés, l'information sur les idées nouvelles, l'expression de la solidarité, l'apologie de la lecture, l'éducation populaire par la réflexion, etc.

Tout cela en toute indépendance, puisque les statuts de la société des amis de Pumpernickel interdisent formellement tout recours à la publicité ou aux subventions publiques. D'ailleurs, en avons-nous besoin ?

Finalement, même semée d'embûches, la route parcourue a été belle, en ce qu'elle a été riche de rencontres, de manifestations d'affection, de fortes émotions, autant de témoignages rassurants et prometteurs.

Pumpernickel

sommaire

20 ans !	p. 1
actu alsace	p. 2
actu bas-rhin	p. 3
intercom'	p. 4
Wissembourg	p. 5, 8 à 12
monnaie	p. 6 & 7
autre chose	p. 13
lecture	p. 14
6 septembre	p. 15
tarnac	p. 16
travail	p. 16

Les articles publiés dans Pumpernickel peuvent être reproduits librement sous réserve de mention de provenance.

NOUS SOMMES

"CONTINUONS ENSEMBLE !"

Pumpernickel
directeur de publication :
Antoine Michon
irrégulomadaire
dépôt légal : à parution
n° ISSN : 1271–6332
1 rue Saint-Jean
67160 Wissembourg
abonnement :
annuel : 3 euros / soutien : 6 euros
pumpernickel@live.fr
pumpernickel.fr
reprographié à
500 exemplaires par
" medialogik " / medialogik.tv
Husarenlager 6a
D – 76187 Karlsruhe
tél. : (0049) 721 53 12 992
fax : (0049) 721 53 12 993

Monaie locale complémentaire à Strasbourg : tout savoir, ou presque, sur le Stück, rendez-vous en pages 6 & 7

INVITATION

XXème anniversaire de Pumpernickel
6 septembre 2015
1 rue Saint-Jean
à Wissembourg
à partir de 14h30
Détails de l'après-midi en page 15

Actualité régionale, suite

Où l'on constate que les dernières péripéties politiques régionales autour d'un "redécoupage" que tout le monde critique permettent aux appétits des uns de se frotter aux ambitions plus ou moins illégitimes des autres, sur fond de chauvinisme primitif.

Premier motif d'inquiétude, l'extrapolation à l'échelle de la "très grande région" des résultats des élections de mars dernier : *grosso modo*, 800 000 voix pour la droite plus ou moins dure [270 sièges sur 358], 500 000 pour la xénophobie politique [6 sièges !], et 250 000 pour "la gauche" [80 sièges !!].

L'énoncé de ces données passées dans la moulinette des politologues et du mode de scrutin donne des sueurs froides ainsi que d'intéressantes indications sur ce fameux mode de scrutin qui sait dégager des majorités de gouvernement à défaut de respecter le verdict des urnes. Sans vouloir la ramener , est-il permis de trouver là au moins l'une des causes à la désaffection des urnes, le citoyen électeur ne trouvant plus aucune justification au dépôt de son bulletin de vote. Accessoirement, la xénophobie politique ne trouve-t-elle pas là un motif supplémentaire, et hélas justifié, de s'en prendre à la démocratie représentative ?

Autre sujet de malaise, l'inexorable montée en puissance d'une sorte de nationalisme régional qui affecte de s'appuyer sur des particularismes locaux qui feraient de la région une entité à part de la communauté nationale, avec ses codes, ses réflexes, ses attitudes, et une fâcheuse propension à considérer les autres, tous les autres, comme au choix des fainéants, des parasites ou des surnuméraires, sommés, lorsqu'ils ont l'outrecuidance d'habiter la région [que l'on aimerait sans doute ethniquement pure], de s'adapter, de s'insérer, de s'assimiler, de s'intégrer et surtout de faire profil bas pour laisser à l'identité régionale toutes les possibilités de s'épanouir en toute quiétude. Cette revendication est portée par cette quinzaine de milliers de manifestants qui ont sorti le "*rouge et blanc*", promu étendard historique, avant le lancement un jour d'une pétition, le lendemain d'une ribambelle de candidats aux départementales, en attendant la suite, un parti de la nation alsacienne, sur le modèle du "*Partitu di a Nazione Corsa*" [parti de la nation corse ; que dirait-on d'un parti s'il s'appelait "parti de la nation française"… ?]. Pas étonnant que ce climat ait donné des idées à quelques abrutis, partis un soir vandaliser quelques dizaines de tombes : après tout, ces juifs sont-ils bien alsaciens ?

Mais laissons-là les nostalgies analogues à celles des Afrikaners "crispés", par opposition aux Afrikaners "éclairés" de l'apartheid finissant et intéressons-nous à ceux qui s'agitent pour prendre le pouvoir de cette super-région dont ils ont su dire tant de mal.

La Boulangie au charbon

Exemplaire, il y a l'actuel président de la région Alsace, celui qui voulait devenir ministre-président de la région, et qui envisage maintenant d'ajouter le duché de Lorraine et les Trois-Évêchés à son tableau de chasse. Outre que l'on imagine déjà un sacre à Reims, ce qui serait bien la moindre des choses, on voit aussi un pèlerinage annuel à Sedan pour expier les fautes de Badinguet abandonnant l'Alsace éternelle à l'Allemand, sans négliger quelques déplacements de Son Excellence à quelques encablures de la frontière belge, et, pourquoi pas, aller se recueillir sur le cercueil en béton des 107 défenseurs de l'ouvrage de Villy-la-Ferté, morts dans des conditions atroces en se battant jusqu'au bout en mai 1940. Oui, on peut tout imaginer, même le plus admirable, il n'est pas interdit de rêver.

En attendant, notre Boulanger arpente les marches septentrionales et occidentales de cette principauté qu'il aspire à gouverner, après avoir d'une part dit pis que pendre sur ce gouvernement [qu'il honnit] et ses velléités de dissolution de "sa" région et d'autre part tant promis aux "régionalistes" de tous poils qui se sont activés jusqu'au-delà des limites du ridicule. Autoproclamé chef de file de la droite soi-disant présentable, il réédite ce marathon d'il y a deux ans, en 2013, quand il "mouillait la chemise" au nom de ce conseil unique qui n'est même pas parvenu à intéresser un électeur sur trois. D'ailleurs, observant les règles élémentaire du comique de répétition, ce referendum refait périodiquement surface, dernièrement encore sous la plume de Monsieur le Professeur J. Waline, dans les colonnes des DNA [09/05/2015] qui renouvelle sa déclaration d'amour à celui qu'il considère comme l'inventeur du conseil unique d'Alsace.

Le lire est savoureux. Frappé du syndrome du 29 mai 2005, piètre joueur car mauvais perdant, Monsieur le Professeur s'estime "bien placé pour rétablir ce que certains veulent ou semblent oublier". Rappelant un "avis" du CESER, cette sorte de corps législatif fédérateur des corporations, il réécrit l'histoire de cet exemplaire ratage démocratique. S'il note que "*les textes exigeaient que le « oui » dans chacun des deux départements représente au moins le quart des électeurs inscrits*", il s'abstient de préciser que cette condition émanant de Philippe Richert, ministre des collectivités territoriales, était remise en question par Richert Philippe, promoteur de la fusion des collectivités. Il a en plus la maladresse de rappeler les nombreuses réunions de la campagne référendaire, prises sur le temps de travail d'un président de région qui avait plus et mieux à faire que d'administrer "son" territoire.

Il ne se gêne pas pour faire la leçon aux initiateurs de la pétition qui "*auraient dû se mobiliser pour faire entendre la voix de l'Alsace à Paris*" : que ne l'a-t-il fait lui-même ? Et tout le reste est à l'avenant, notre donneur de leçons attendant qu'on lui "*démontre que « l'exercice des compétences » comprend le statut de la collectivité et son organisation territoriale*". Il s'offre même une traduction de « *Dura lex sed lex* » en "*la loi est injuste mais c'est la loi*", ce qui achève le propos. Il est ensuite bien temps de convoquer Antigone pour se donner un semblant de densité et tenter de justifier la dispersion de l'actuel président de région dans une pré-campagne électorale aussi vaine que ridicule.

Éclair de lucidité

On vient d'apprendre que les socialistes bas-rhinois n'accueilleront pas, comme candidat aux élections régionales, le "divers à peu près tout" maire de – moins de 40% de – Wissembourg qui figurait déjà [!?] sur leur liste aux élections sénatoriales. Auraient-ils enfin compris que celui, dont on ne sait de quel courant politique il se prévaut, est d'abord un élément de brouillage et qu'il est plus un boulet qu'un atout. Après tout, le concernant, se tenir prudemment à l'écart lui évitera de se commettre dans une [n + 1]ème aventure, tout en lui donnant du temps pour s'intéresser, enfin, à l'ensemble de ses administrés.

Actualité départementale

Pas de chambardement à l'issue des dernières élections *départementales*, qui ont vu la droite, plus ou moins classique, faire le plein des voix, ou presque. Les forces progressistes, laminées, en sont réduites à survivre à défaut d'exister.

QUE SOUHAITER au tandem élu sur le super canton de Wissembourg ? Nouveaux venus, ils vont rejoindre le groupe pléthorique qui dispose d'une confortable majorité absolue d'une assemblée présidée par un maire de Mutzig qui entend poursuivre la politique de son prédécesseur à qui il dit devoir beaucoup. Membre du premier cercle et du parti radical, il ne doit pas manquer de soutiens. Il promet la continuité d'une politique d'austérité. C'est ce qu'il déclarait dans les minutes qui suivaient son élection, montrant sa capacité à enfoncer les portes ouvertes en énonçant les éternels poncifs, fatigués, usés et vieillis auxquels nous sommes habitués. Saura-t-il donner sa place au Bas-Rhin dans la future grande région de l'Est… ?

Se hâter avec lenteur…

Persévérant et fidèle, le nouveau président aura la faculté de montrer l'étendue de ses capacités avec le projet de TSPO [transport en site propre de l'ouest strasbourgeois] sur les rails depuis 2008 [!], avec ses études préliminaires, concertation publique, études d'avant-projet et d'impact, avis de l'autorité environnementale, enquête préalable à la dup [déclaration d'utilité publique], déclaration de projet et dup, études d'exécution et d'acquisitions foncières, et, enfin, serait-on tenté d'ajouter, les travaux en 2013 & 2014.

- Sont-ils sérieux celles et ceux qui mettent des [dizaines d'] années pour constater l'engorgement de la nationale 4 et cinq ans pour y installer un simple couloir de bus ?
- Peut-on leur rappeler qu'il s'agit au mieux de transposer ici ce qui existe déjà un peu partout en Europe ?
- Continuité dans la fidélité signifie-t-il constance dans l'attentisme ?

Ce n'est pas demain que l'on ne mettra que 40 minutes pour, de Wasselonne, rejoindre Strasbourg !

Selon les sources départementales, seuls les 4 km entre Marlenheim et Ittenheim sont réalisés, le reste c'est-à-dire le tronçon de Wasselonne - Le Kronthal - Furdenheim - Handschuheim [8 km] ou les 10 km de l'A351 et de l'ex-RN4 n'étant que programmé ou projeté…

Deux nouveaux élus qui se doivent de briller

S'affirmer au sein de l'assemblée départementale sera aussi le défi des deux élus du Nord-est, secteur qui ne comprendra aucun vice-président, pour être une voix qui compte en étant les porte-parole de tous les habitants de la sous-région, sans tomber dans les travers de la clientèle et du retour sur investissement pour services rendus. Pour l'instant, à part une cosignature de la tribune de l'organe de propagande du conseil départemental, ou quelques présences à telles inaugurations ou manifestations, on peine à savoir où ils en sont.

Ils pourraient prendre en charge le toilettage du site "bas-rhin.fr" pour qu'il soit possible de savoir qui fait quoi dans la boutique, qui est membre des commissions, quelles sont les attributions des vice-présidents, avec mise en ligne des comptes rendus des réunions.

À propos des commissions ["*chargées d'étudier et d'émettre un avis sur les affaires relevant de leurs domaines, avant qu'elles ne soient soumises au vote de l'assemblée départementale, en séance plénière*"], citons-les : "finances et affaires générales", "attractivité & développement du département et relations institutionnelles", "dynamique territoriale", "enfance, famille, éducation", "autonomie de la personne" et "emploi, insertion, logement".

Comme on le constate, tout est dans l'énoncé, surtout si l'on précise que six commissions, au lieu de treize auparavant, ont été constituées pour tendre vers "*plus de transversalité*"… Du lourd, on vous dit !

Qu'ils fassent leurs preuves, nous ne sommes plus là pour attendre, ayant déjà donné avec leur prédécesseur dont l'excessive discrétion devait être excusée par l'inexpérience [premier mandat], et par une expérience [à partir du second] que personne n'est parvenu à réellement quantifier.

Gros dossiers en suspens

Le grand dossier local à traiter est celui de la perte de vitesse de la sous-région, engluée dans la désindustrialisation et la démobilisation de l'État qui abandonne une à une les positions qu'il détenait. Fermetures de la sous-préfecture et de la base aérienne sur fond de licenciements dans tous les secteurs nous embarquent dans une spirale destructrice, mortifère et dépressive. Alors que les solutions sont recherchées dans l'urgence et la précipitation, les nouveaux conseillers départementaux devraient battre la campagne, démarcher les industriels, faire éclore les idées novatrices et engager la coopération sociale. Sans vouloir être méchant, il ne semble pas qu'ils en prennent vraiment le chemin.

On l'a trop remarqué !

LE PARTI SOCIALISTE a choisi la politique de la chaise vide lors de ces élections départementales, abandonnant le terrain à toutes les droites, modérées, dures, extrêmes et localistes, privant par là les derniers progressistes de la possibilité d'exprimer une opinion. Cela nous a valu un échange de correspondances décalées entre un électeur [dont on se demande pourquoi il n'a pas pris la décision de se présenter lui-même] et le premier secrétaire bas-rhinois du PS. L'intervention de l'ancienne première adjointe wissembourgeoise en a rajouté à la confusion quand elle a déclaré qu'elle aurait aimé être candidate ; comme cela ne semblait pas suffire, l'ancien adjoint féru d'entomologie en a remis une couche en excipant d'une légitimité … fondée sur les nombreux échecs qu'il a essuyés lors des dernières consultations électorales…

Cette triste comédie en a plongé plus d'un dans un désespoir teinté de perplexité, surtout si l'on prend en compte la sinuosité du parcours idéologique du maire [en fait "divers-rien"] de Wissembourg qui déclarait en septembre 2007 avoir voté MODEM, était estampillé "divers droite" en 2011, et finissait "divers gauche" en 2014 ! Pas étonnant alors que le désordre se soit installé dans les têtes et que le citoyen, effondré devant tant d'inconséquence, d'inconsistance et de frivolité, en soit conduit à se tourner vers les marchands d'illusions haineuses, égoïstes et rétrogrades.

L'avez-vous remarqué ?

OUTRE LE FAIT que les élections départementales ont encore permis au parti de la xénophobie et de l'exclusion d'apparaître comme presque normal malgré l'indigence de ses propositions et l'absence de charisme de ses candidats, chacun a pu observer le calme des bureaux de vote, du moins à Wissembourg : contrairement aux élections municipales, où tout semblait très bien organisé, il n'y avait personne à tourner autour des registres et des scrutateurs pour vérifier si telle ou tel était bien venu voter. L'opération à l'époque semblait bien rodée : coup d'œil, coup de fil, rafraîchissement de mémoire, et, dans les dix minutes, ceux qui avaient été rappelés à l'ordre civique s'exécutaient. Il n'y aurait rien à redire à cela si ce n'est que la sérénité du bureau de vote, au moins celui de la mairie [mêmes constats au relais culturel où les opérations de comptage ont été plus que laborieuses], était plus que relative. Cette fois-ci, calme plat, ni turlupin hyperactif ni télégraphiste zélé – au service de qui d'ailleurs – pour rameuter le citoyen et faire voter dans le bon sens pour manifester son attachement aux valeurs démocratiques, aux principes de liberté des citoyens, d'égalité entre les sexes et de fraternité sociale, sans oublier que le vote, pour être valide doit être consciencieux, sincère, libre, égal, secret, éclairé et désintéressé. On ne peut que regretter le manque de dynamisme de ceux qui avaient tant à faire au printemps 2014…

Actualité intercommunale

Fait politique important de ce printemps, l'arrivée d'une conseillère départementale à la communauté de communes. Élue de base seulement, elle aura peut-être l'idée de plaider la cause de ce "*Pays de Wissembourg*" si mal en point auprès de ses nouveau collègues.

C'ÉTAIT POUR CHANGER un peu de sujet, parce que l'ordre du jour, à la com' de com', c'est plutôt "taxes d'enlèvement des ordures ménagères" et "tarif du périscolaire". N'aurions-nous pas tendance à oublier que la vie de nos conseillers communautaires ne se résume pas au vidage des poubelles et à l'accueil des enfants à la sortie de l'école ?

En ce moment, à part la gestion des zones dites d'activité économique et les diverses opérations de modernisation, l'un des plus gros cailloux dans leurs chaussures, c'est l'avenir du site de la base aérienne de Drachenbronn. On leur objectera qu'ils étaient prévenus, depuis que le commandant avait vendu la mèche lors d'une cérémonie de vœux. Cette fausse manœuvre avait permis au député de la circonscription de se fendre d'une question au ministre de la Défense, qui lui avait répondu que tout allait rester comme avant à moins qu'il n'y ait du changement et que quoi qu'il arrive, on pouvait compter sur lui pour participer à la métamorphose dont il venait de dire qu'elle n'était pas à l'ordre du jour. Nanti de cette réponse on ne peut plus limpide, le député de la circonscription a pu produire l'un de ces communiqués d'anthologie selon lequel nous pouvions être tranquilles puisqu'il se portait garant de la parole qui ne lui avait pas été donnée. On a ensuite eu droit au simulacre de débat avec les interventions des uns et des autres, chacun prenant acte, se posant en témoin de moralité, jurant ses grands dieux ou prêtant on ne sait quel serment qu'on allait voir ce qu'on allait voir, et, de fait, on a vu !

Peut-on demander à ceux qui ont laissé filer l'affaire de faire amende honorable en reconnaissant qu'ils ont refusé de voir les choses en face, pétrifiés, sidérés, subjugués qu'ils étaient, face à un événement auquel ils se sont révélés bien incapables de répondre.

Et maintenant, que faire ?

Les faits, décidément têtus, s'étant imposés, avec le sinistre cortège des suppressions de classes, de l'anémie économique et des départs, il est temps de sortir de l'ornière des réunions de l'entre-soi, des conclaves et du huis-clos. On reste perplexe quand on lit dans les comptes rendus du conseil communautaire que "*dans le cadre des études menées sur l'avenir du site de la BA 901, il est prévu de réaliser une étude de diagnostic territorial du site*". Cela ne vous rappelle-t-il pas ce que vous venez de lire page 3 à propos du serpent de mer du TSPO ? Et ce n'en est que plus inquiétant.

Au point où l'on en est, il est affligeant de s'en remettre une fois à ces cabinets d'ingénierie intellectuelle, qui savent, au mieux, réécrire ce qui l'a déjà été, ou plus généralement aller chercher quelque solution ayant fait ses preuves – et en général accablantes – dans le cadre de campagnes d'autopromotion destinées à assurer la prochaine commande. Alors que c'est une véritable révolution copernicienne qu'il faut opérer pour replacer les repères de référence et envisager l'avenir en laissant tous les citoyens poser d'autres questions que celles, pré-écrites, par ces officines d'appointés.

Par exemple, quels efforts réels ont-ils été faits pour nous désembourber des décennies de conservatisme ? Quelles technologies réellement innovantes sont-elles représentées dans les réalisations de l'intercommunalité ? Où sont les capteurs solaires thermiques qui devraient alimenter une centrale de conversion de chaleur ? Quelle solution "durable" est-elle utilisée pour l'entretien des abords ? Quel regard pose-t-on sur les idées nouvelles ? Quel accueil est-il réservé à l'économie coopérative, à la culture autonome, à l'organisation décentralisée, à l'accompagnement personnalisé, à la prise en charge éducative individuelle ? Le modèle dominant ayant montré ses limites, ce sont ces domaines qu'il convient d'explorer, loin de ces pré-études préalables à ces rapports d'étape qui finissent pour la plupart dans les casiers à classement vertical.

Trompe-l'œil

Ceux qui comptaient sur le commerce pour relancer l'activité en seront probablement pour leurs frais. La transmutation d'une zone artisanale communale en zone commerciale a sonné le glas de toute reconversion ; en témoigne le mot d'ordre des "festivités" de pentecôte : le "*shopping*" ! À quoi bon se réjouir d'un rapprochement de façade entre les deux groupements de commerçants à l'œuvre sur le territoire de l'intercommunalité ? Peu importe que les présidents se rencontrent, ou qu'ils organisent bal ou tombola, tant qu'une politique communale viendra contrarier la politique intercommunale.

Il serait si facile de lancer cette consultation populaire, source d'échanges et de conversations aboutissant à un projet collectif, assumé et mobilisateur de **toutes** les énergies.

Les propositions existent, elles ont été développées en particulier lors de la dernières campagne des municipales – sauf par la liste "gagnante" toujours en quête de projet ! – et l'intercommunalité n'a qu'à s'en emparer. De sa réactivité dépend maintenant la survie de la sous-région et de ses habitants. Un peu de démocratie participative ne ferait vraiment pas de mal.

Compostage – rappel

SIGNALONS L'INAUGURATION en octobre dernier du 120ème composteur collectif, à Nantes, dans le quartier de Malakoff, au milieu des immeubles. Le premier a été installé en 2007.

Il s'agit d'un bel exemple de coopération civique entre habitants, structure de réinsertion, designers et élus. Le projet est allé vite et sa mise en service a donné lieu à une fête.

Un collectif est en place qui va s'occuper du fonctionnement en assurant des permanences hebdomadaires à heures fixes. Ce sera l'occasion d'une part d'expliquer le fonctionnement du compostage aux utilisateurs et d'autre part, pour les habitants du quartier, de se rencontrer alors qu'ils accomplissent un geste socialement positif.

Cette installation vient en complément des jardins collectifs dont le quartier est doté depuis quelques années.

En le rendant le plus compact possible pour limiter son emprise de sol, l'agence de design nantaise Faltazi, qui a dessiné l'engin a voulu prouver qu'un composteur est un mobilier urbain comme un autre. Le modèle intègre un dispositif d'aide au retournement et un auvent-récupérateur d'eau ; il aura coûté environ 100 000 euros, financés par l'association Compostri, l'agence Faltazi et le chantier d'insertion Atao grâce à des subventions de Nantes métropole et de l'Ademe.

Transmis à la com' de com' pour alimenter son projet, qui en est où, au fait ?

Actualité wissembourgeoise

Le climat n'en finit pas de se détériorer tant en ville qu'au conseil municipal où la suffisance, l'arrogance et parfois, hélas, la muflerie deviennent la règle, manifestant par là un grand désarroi de la part de celui qui s'obstine à ne pas regarder la réalité en face.

Pour ne pas en rajouter, on se contentera d'effleurer le comportement d'un maire, manifestement lassé d'être confronté à tous ces ignorants, ces incultes, ces béotiens qui s'obstinent à "*ne pas avoir le niveau*", c'est à dire le sien. On en a eu un exemple avec cette brillante répartie à une conseillère d'opposition à qui il conseillait de prendre, enfin, rendez-vous avec les directeurs de son administration d'armée mexicaine pour qu'ils lui expliquent le fonctionnement des finances communales. Outre que l'on est au-delà de l'acceptable, puisque l'on franchit les bornes de l'irrespect, peut-on faire le parallèle avec l'avant-2008, cette période que le maire connaît si peu ou si mal, quand son prédécesseur interpellait, et en quels termes, les représentants de l'opposition, flirtant avec les sous-entendus, apportant sa caution à tous les ragots, potins et cancans. La rhétorique de l'invective méprisante ne remplacera jamais l'exposé des faits, de préférence argumenté.

Rien à dire non plus sur cet assemblage relativement majoritaire de personnages muets de préférence, dont on se demande s'ils ont quelque idée sur l'avenir de la commune qu'ils administreraient. Opineurs du bonnet, ils s'abstiennent de toute intervention, sauf quand elle a été programmée, sur le modèle de ce qui se faisait avant, pour donner l'illusion du débat. Prises de parole calibrées, consensus mou, questions téléphonées pour la relance de l'orateur principal sur fond de pilotage à distance, on se croirait dans une salle de contrôle de drones.

La commune-croupion ne fait pas exception avec trois représentants chargés d'apporter un peu d'eau au moulin à parole, sans que l'on détecte quelque trace que ce soit d'une idée nouvelle.

En bref, comme on ne voit qu'une tête, et qu'ils sont alignés sur l'homme de base, on peut en conclure qu'ils sont d'accord sur tout, et responsables pour tout.

Et maintenant, l'opposition

Une rencontre avec celui qui ne s'en est pas laissé compter lors de la précédente période, Serge Bordier, et écarté par ceux qu'il avait mis sur les rails de la politique locale, a permis de faire le point : l'abus d'excès de modération nuit, ou refuser l'affrontement est une chose, le fuir en est une autre.

L'opposition gagnerait à mettre sur la table les sujets qui fâchent, à être intraitable sur le ton employé pour s'adresser à elle, alors qu'elle représente largement autant la population wissembourgeoise qu'une "majorité" qui a perdu toute crédibilité, à revendiquer des moyens administratifs pour fonctionner ou à critiquer la forme et le fond d'une publication de propagande indigne d'une démocratie adulte. Le reste devrait suivre, avec, par exemple, un compte rendu public de mandat chaque année, ou l'élaboration d'un contre-projet pour Wissembourg – puisque la "majorité" en est réduite à constituer une commission pour en pondre un –, en associant bien au-delà de sa sensibilité politique.

Un premier pas a été fait lorsque son chef de file a instruit le procès en légitimité de la municipalité lors de la discussion sur l'annexion du relais culturel. Les autres ont suivi avec des interventions bien senties lors des débats budgétaires. On se rappelle aussi les hésitations du maire quand il lui a fallu répondre sur la vente, morcelée et atypique, des anciens services techniques, ou ses circonlocutions maladroites quand un espace de liberté a été réclamé avec le droit de poser des questions non-écrites : Monsieur le libéral avancé a eu beaucoup de mal à s'en sortir.

Quelles perspectives ?

Le salut de la commune ne peut pas venir de la municipalité actuelle, en régime bicéphale, avec un maire élu *drivé* par un personnage dont il sera question ci-après. D'autant que les difficultés sont devant nous avec cette fuite en avant en matière de construction de logements, un projet prématuré ici [le Gumberlé, la dernière lubie] venant remplacer une entreprise avortée là [le Steinbaechel, qui devait être la grande réussite du sexennat…]. Tout cela se fait à crédit, en supputant des rentrées d'argent que l'on propose mirifiques ["– *les budgets annexes ne coûtent pas un centime aux Wissembourgeois !*" doit-on entendre en boucle ; pour ceux qui n'ont pas perdu la mémoire, c'est dans le ton de ce prêt gratuit d'un demi-million d'euros accordé il y a une quinzaine d'années à une entreprise locale qui s'était engagée à ne pas licencier – sans commentaire], en produisant des bilans extraordinaires aux antipodes de la situation économique générale, loin de ce que nos voisins, nos amis, nos connaissances, nos collègues vivent au quotidien.

Le conseil municipal est maintenant une sorte de conseil d'administration de "Wissembourg-société anonyme" où l'on s'abstient de toute décision politique, où les délibérations portent pour moitié sur des transactions immobilières, où il n'est plus question que d'argent à économiser en dégageant des marges, où la morale n'est plus convoquée que pour nous faire la leçon, où l'on confond bonnes œuvres et justice sociale, où les favoris d'hier sont les disgraciés d'aujourd'hui, où le melon a pris le pouvoir, où l'ingratitude à l'égard de ceux qui vous ont mis là est la règle.

L'aventure de la monnaie locale complémentaire continue, à Strasbourg, avec le Stück, comme vous pourrez le lire dans les pages qui suivent. Pumpernickel est bien entendu coopérateur de cette belle idée lancée publiquement lors d'une fête de quartier.

Comme la dernière fois, il vous offre ce "nickel" valable jusqu'au 6 septembre 2015 inclus. D'une contre-valeur de 1/2 euro, il vous servira à payer lors de la fête de son 20ème anniversaire.

À vos ciseaux !

Où l'on reparle de monnaie locale [suite 1]

Rencontre. La scène se déroule au magasin bio de Wissembourg où Carole, de l'entreprise "Dosch", tenait un stand l'autre jour. "– *Oui, on sera à la foire aux vins, à Obernai, oui, notre affaire fonctionne bien, ah oui, le Stück, c'est une bonne idée, non, on n'a pas encore adhéré, mais on a rencontré quelqu'un qui nous en a parlé, on pense qu'on y a notre place…*"

Encore quelqu'un, entreprise en l'occurrence qui recycle bâches, affiches ou autre kakemono collectés auprès des sociétés ou des institutions alsaciennes pour les recycler en objets de maroquinerie, qui serait intéressé par cette monnaie locale qui pourrait, en partie, nous tirer d'affaire. Plus sûrement d'ailleurs que ces innombrables cartes de fidélité promues par les petits soldats de la normalité managériale "enseignée" dans les écoles (évidemment supérieures) de commerce.

L'histoire de la Dame de Condé

Nous sommes à Condé-sur-Gartempe. Son hôtel de la Gare est réputé pour ses ortolans et pour sa discrétion ! Un vendredi après-midi débarque une jeune femme, d'apparence convenable, bien qu'un peu trop fardée. Elle réserve une chambre à un grand lit pour la nuit et, comme elle n'a pas de bagage, elle laisse en acompte un billet de 50 euros, tout neuf. Puis, elle s'en va visiter la vieille ville.

Le pâtissier qui a vu la scène dit au patron: "– *Ça fait 6 semaines que vous me devez 50 euros pour la pièce montée que j'ai livrée à l'occasion de la communion de votre fille.*" Le patron lui donne le billet de bonne grâce. Comme cette scène a été vue par d'autres, elle se reproduit car le pâtissier devait aussi 50 euros au minotier, qui en devait autant au garagiste, lui-même débiteur de cette somme au boucher, qui avait à régler 50 euros au représentant de la maison Elida, qui devait à son tour acquitter sa chambre à l'hôtel de la Gare pour 50 euros.

Au moment où le représentant donne le billet au patron de l'hôtel, notre dame revient de promenade. Elle annonce qu'elle annule sa réservation. L'hôtelier lui rend donc son billet qu'elle brûle aussitôt. "– Il était faux !", dit-elle en souriant. Vrai ou faux, ce billet a permis d'annuler 300 euros de dettes qui, sans lui, seraient restées impayées.

Conclusion de l'histoire : la monnaie, simple convention sociale fondée sur la confiance, n'a aucune valeur en soi. Ce n'est qu'un peu d'encre sur un bout de papier, ou quelques électrons qui se promènent sur un écran d'ordinateur. En réalité la valeur de la monnaie réside dans notre certitude qu'elle va être acceptée par tous les autres membres de la communauté.
[histoire à retrouver sur le site du Stück, **lestuck.eu**]

Sur ce même thème, on peut lire le récent livre de David Graeber, "*Dette, 5000 ans d'histoire*", qui démonte les idées reçues sur la monnaie, la dette, et les fantasmes économiques et sociaux des libéralistes.

L'aventure du Stück se poursuit !

Après la réussite de la levée des fonds, les graphistes se sont mis au travail pour concevoir les billets. Comme vous le verrez, ils n'ont rien à envier au nickel !

Une assemblée générale s'est tenue et les soutiens affluent de partout, y compris du conseil municipal de Strasbourg où les élus écolos ont tenu à faire une déclaration solennelle dans laquelle ils saluent "*cette **initiative qu'ils soutiennent depuis ses début en 2013**. Ils ont insisté sur la **pédagogie à développer pour** l'expliquer et **en faire comprendre les enjeux** [cela vaut aussi pour Wissembourg, ndlr]. Valable sur tout le bassin économique de l'Eurométropole, le Stück sera utilisable chez un réseau de partenaires locaux adhérents à une **démarche positive, sociale et responsable**, à l'abri de la spéculation. Cette monnaie est un élément de réponse face aux difficultés des petits commerces de proximité, à la délocalisation, au chômage, ou encore à la perte de liens sociaux. Elle dynamise la production et les échanges locaux en renforçant les circuits courts. Le projet a bien mûri et le lancement officiel de la monnaie est prévu pour octobre.*

En France, les MLC [monnaies locales complémentaires] *concernent un demi-million de personnes et leur utilisation doit s'étendre au paiement des services publics locaux ou au versement des indemnités aux élus locaux comme c'est déjà le cas à Nantes, à Boulogne-sur-Mer et à Toulouse.*" Sic et re-sic, on dirait du Pumpernickel dans le texte !

Gageons que ces fortes sentences iront droit au cœur de ceux qui disent représenter l'écologie politique au sein du conseil municipal de Wissembourg, et qui sont hélas totalement inaudibles sur cette question comme sur toutes les autres.

Et à Nantes, la SoNantes !

Lancée fin avril, elle regroupe une centaine de professionnel qui proposent bons plans et bonnes affaires sur le modèle du WIR en Suisse, institué en 1934, auquel adhère une PME helvétique sur cinq. L'intérêt de la monnaie complémentaire est d'être conçue en fonction des spécificités et des buts de la communauté concernée. Les expériences récentes menées à Bristol en Angleterre et par l'Eusko au Pays basque ont aidé ses promoteurs à construire SoNantes.
Encore des hurluberlus qui prétendent faire du neuf avec du neuf, alors qu'ici, à Wissembourg, on sait bien que, comme dirait le duc d'Elbeuf, c'est avec du vieux qu'on fait du neuf. Comme on sait que la Terre est plate et qu'il suffit de constuire des logements pour créer des emplois !

Publicité gratuite

DOSCH

13 rue Desaix
67450 MUNDOLSHEIM
03 88 18 21 40 contact@dosch.fr
Odile Ehrbar [odile@dosch.fr]
Carole Gassmann
[carole@dosch.fr]

La Stückerie, fabrique des billets pour la monnaie locale strasbourgeoise

Réaliser une monnaie locale est un exercice graphique riche et complexe. Il contient de nombreuses contraintes de format, de sécurité, de choix de papier et d'impression. Le billet doit donner confiance, être solide et facilement identifiable en tant que monnaie. Il doit retraduire les valeurs éthiques du projet des citoyens à l'origine du projet.

Les amis du Stück, qui sera introduit début octobre 2015, ont bien voulu faire entrer les lecteurs de Pumpernickel dans le secret de la création des billets. Visite.

Le workshop

Suite à la concertation citoyenne du printemps 2014, l'association Le Stück a choisi de rassembler un groupe de graphistes professionnels pour la réalisation des billets. Ils ont travaillé ensemble dans un format de recherche collective type workshop. Ces graphistes ont été choisis par rapport à leur implication dans la création de la charte graphique du Stück et leur intérêt pour le projet (Nicolas Pasquereau et Apolline Noiré), leur présence dans le processus de concertation citoyenne (Jeremy Joncheray), ou leur mise au point de processus créatifs au service de la création collaborative qui ont été repris dans la récolte d'idées auprès des fondateurs du Stück (Nicolas Couturier). Pauline Squelbut, membre fondatrice du Stück, les a accompagnés en tant que *designer* de projet. Ils ont récolté les idées (représentation, aspect, symboles, slogan) par un jeu de rôle avec les membres fondateurs du projet. Ils se sont mis au service du projet pour le rendre lisible. Ils se sont tournés vers des spécialistes de la culture alsacienne et de l'allemand pour l'adaptation des maximes, ou des spécialistes du "*naming*" pour l'efficacité des formulations. Imprimeur et le papetier ont été choisis par rapport à leur proximité et à leur implication dans le processus.

Papier filigrane

Le choix s'est porté sur un papier sécurisé par filigrane déniché en déstockage à 2 euros le kilo. L'imprimeur – local – a préconisé l'utilisation du plus fin possible.

Encre Fluo

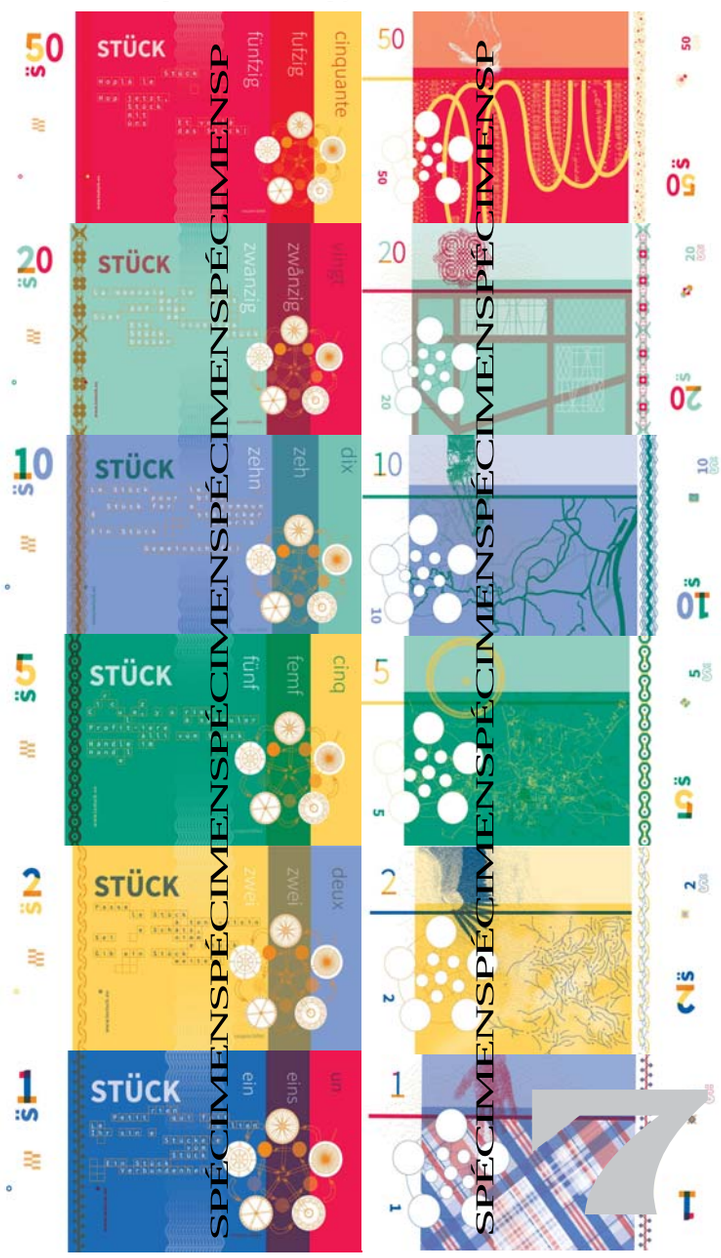
L'encre fluo est impossible à photocopier, elle décourage donc les contrefacteurs. Elle apporte un côté graphique dynamique.

Face A : la fleur à cinq pétales renvoie au schéma du mode de fonctionnement du Stück en collèges de fondateurs, de partenaires, de professionnels, de pilotes et d'utilisateurs ; on y a adjoint des maximes qui traduisent l'esprit du Stück : éthique, juste, local, redistributeur et médiateur.

Face B : se veut plus iconographique et se rapporte au mouvement selon différentes déclinaisons dans le territoire d'utilisation.

On retrouve décliné sur les billets, selon leur valeur :

- **1 stück :** l'artisanat local du Kelch, tissage alsacien, est exemplaire d'un art du lien.
  maxime : Le petit rien qui fait du lien / Ìhr sìn e Stückele vùm Stück / Ein stück verbundenheit
- **2 stück :** la migration associée à l'idée de transfrontalité, de part et d'autre du Rhin les échanges se font et s'intensifient.
  maxime : Passe le Stück à ton voisin / Sei e Schàtz, nìmm e Stück / Gib ein stück weiter
- **5 stück :** les transports doux, la chaîne de vélo en tant que symbole.
  maxime : Circulez y a rien à spéculer / Profitìere àlli vùm Stück / Handle im handle
- **10 stück :** l'environnement naturel et notament la quantité de rivières et canaux qui entourent Strasbourg et sa région.
  maxime : Le Stück pour le bien commun / E Stück fer e stàriker Storik / Ein stück der gemeinschaft
- **20 stück :** le principe du colombage des maisons qui permettait leur itinérance, associé au carrelage typique des Kochelofen.
  maxime : La monnaie par le bon bout / Güet ànfànge àm rìchtige Stück / Ein stück besser
- **50 stück :** la partition chorégraphique pour représenter l'importance d'une culture en mouvement.
  maxime : Hoplà le Stück / Hop jetzt, Stück mìt ùns / Et voilà das Stück



Un autre volet de la politique municipale, c'est la construction de logements à tout-va. Et gare à celles et ceux qui ont l'outrecuidance de contester ce jusqu'au-boutisme ! L'association des amis du Steinbaechel en a fait l'expérience.

Le gag, c'est cette récente séance du conseil municipal durant laquelle le maire a tout de même dû parler de la tôle ramassée en appel, à Nancy, dans l'affaire qui l'oppose à l'association des amis du Steinbaechel. Il s'agit de l'annulation de la délibération du conseil municipal du 29 mai 2012.

Il s'était fait bouler une première fois au TA de Strasbourg, le 29 avril 2014, la commune écopant au passage d'une prune de 1 000 euros à verser à l'association qui ne dispose pas de ressources élastiques pour faire valoir son bon droit [à la différence de la commune qui provisionne des comptes et les abonde via l'impôt, c'est-à-dire **aussi** la contribution des membres de l'association des amis du Steinbaechel, s'ils résident à Wissembourg ; mais, ça ne dérange personne]. Au passage, la date l'arrangeait bien, car on était en pleine campagne électorale, et l'annonce de son infortune dans une affaire qu'il a revendiquée en conseil municipal comme personnelle ["*… j'ai décidé…, …le maire veut…,…*] aurait sans doute eu de fâcheuses conséquences sur sa situation professionnelle, puisque la mairie, à l'instar de son prédécesseur, c'est son métier.

Ces juges, quels ingrats !

À l'évidence mal conseillé, il a eu l'imprudence de faire appel, à la dernière minute, pratiquement hors délais, le 30 juin 2014. Sûr de son fait, il devait être persuadé qu'il allait leur en remontrer à ces gens de peu qui croient pouvoir le défier sur un terrain où il se croit le meilleur. Il est probable que le sautier a dû lui aussi le persuader qu'il avait tout à gagner, tellement ses arguments étaient bons. Paul Reynaud ne disait-il pas,en septembre 1939, que "*Nous vaincrons car nous sommes les plus forts !*" ?

Las, pour notre premier magistrat un peu trop sûr de lui et un tantinet dominateur, les juges, ces ingrats, quand ils ne sont pas qualifiés d'incapables ou d'adversaires politiques en conseil municipal, en ont décidé autrement ! Et pour ce faire, ils ont même utilisé les arguments de ce SCoT-AN [que l'on apprécie ici à sa juste valeur] en faisant valoir que cet aréopage d'élus cooptés préconise que les secteurs d'extension soient localisés en fonction des dessertes de transports collectifs, au sein d'espaces bâtis ou de friches, faisant remarquer au passage que Wissembourg inclut de nombreuses friches, dont celle à proximité de la gare, ce que ne doit pas ignorer le premier des adjoints. Exposant ensuite les risques de coulées de boue associés à la perte de 6 ha de terres agricoles, ils en ont conclu que la construction de 240 logements était entachée d'erreur manifeste d'appréciation.

Cette décision que l'on ne commente pas…

Autant de détails que vous n'aurez pas le loisir de lire dans les colonnes d'une feuille de propagande insipide et monotone, pas plus que vous ne les auriez entendus lors du conseil municipal.

Non, là, c'était variation sur le thème bien connu de ceux qui ont confiance en la justice de leur pays et qui mettent quiconque au défit de prouver ce qui est avancé, ajoutant qu'ils ne commenteront pas une décision de justice, oubliant de préciser que c'est interdit, et réprimé. Nous avons donc eu droit à un florilège de banalités sur fond de plaidoyer *pro domo*, d'intérêt général [notion dépourvue de sens utilisée par les gens de droite ; les gens de gauche, cf. Salvador Allende dans son réquisitoire devant l'ONU en 1972, parlent d'intérêt collectif], de grandes idées de développement de la commune, d'une association d'égoïstes et de malveillants, sans oublier les juges qui en ont pris pour leur grade. Fort heureusement, rien n'est enregistré au conseil municipal, ce qui autorise certains débordements souvent incompréhensibles.

Le clou de tout cela aura été la réponse à la question de l'opposition sur ce que cela allait changer, et quelles étaient les conséquences financières de cette aventure judiciaire. Aucun changement, aucune conséquence, a répondu notre péremptoire, arguant de l'assurance juridique que la commune a souscrite, via l'impôt, dont celui payé par les membres de l'association des amis du Steinbaechel, s'ils résident à Wissembourg ; mais, ça ne dérange personne.

Non, en effet, ça ne change rien, et on oublie même tout le tralala qui nous a été imposé avec ce Monsieur SCoT-AN à la salle des fêtes d'Altenstadt, remplie de compères qui voulaient discuter de façon constructive et protestaient contre ces gêneurs, ces contradicteurs, ces frustrés dont il est de bon ton de se moquer. On oublie tout, il ne s'est même rien passé, et en plus c'est vrai : réunion d'information, consultation de la population, ateliers thématiques, comptes rendus de réunions, rien de tout ce qui avait été promis n'a été tenu. Mieux vaut en effet l'oublier et prétendre que ça n'a jamais existé que dans l'imagination torturée de ces semeurs de désordre dont on a même oublié qu'on leur en doit un peu.

On efface tout et on passe à autre chose

Depuis, tout a changé, et c'est pire qu'avant. Exit le Steinbaechel dont on n'entend plus parler qu'au travers de ces insupportables budgets annexes censés être la solution de tous nos problèmes financiers, et qui nous coûtent si cher…

Non, c'est maintenant l'opération "*Gumberlé village*", qui sonne comme un communiqué militaire avec un peu de tout, une énième enseigne où l'on devrait vendre du vin "*haut de gamme*" ["*– Pas de bouteille en dessous de 25 euros !*" a dit le maire en conseil municipal], le bureau de placement, du petit collectif et des maisons individuelles que l'on se disputerait déjà.

Non, c'est maintenant l'opération "*Quatre-Vents*", qui sonne comme l'annonce d'une contre-offensive victorieuse avec un lotisseur [bénévole ?] à qui on confie le soin de vendre les terrains de l'ex-DDE que l'on se disputerait déjà.

Non, c'est maintenant l'opération "*Pépinière*", qui sonne comme une proclamation de victoire finale avec un lotisseur [bénévole ?] à qui on confie le soin de vendre du petit collectif que l'on se disputerait déjà.

Pendant ce temps-là, la friche de l'ancienne imprimerie va devenir une forêt primaire, à 300 mètres de la mairie, dans l'indifférence générale, parce que la demande de logements ne va pas progresser tant que l'offre de travail diminue. Et ça, à part le maire, personne ne le conteste.

wissembourgeoise

L'OPA inamicale lancée contre l'association de programmation du relais culturel de Wissembourg a fonctionné d'une part comme un révélateur des intentions du maire et d'autre part comme un catalyseur des forces de résistance à lui opposer. Mauvais calcul politique !

Est-il nécessaire de rappeler la genèse d'une sorte de machination engagée pour on ne sait quelle raison contre une association qui ne se débrouille pas si mal que ça en parvenant à remplir une salle de 400 places sise à l'extrême nord de la région. Quel compte doit-on régler et contre qui pour manifester une telle obstination, une telle constance, un tel acharnement qu'il ne se passe plus un seul conseil municipal depuis six mois que l'on ne mette cette question sur le tapis ?

Rappelons-nous que le maire est parvenu à faire congédier l'ancien directeur, Philippe Prost.

Au fait, qu'est-il devenu, cet incapable, qui "*n'avait pas le niveau*" et était tout juste bon à faire ronronner le si bel outil que le maire a pratiquement façonné de ses mains délicates ? Nommé directeur de l'ABC [Association Bourguignonne Culturelle], il y a 4 ans, il venait de boucler la programmation de l'association pour la saison 2013-2014 quand il a quitté Dijon pour Mérignac où il est le directeur du Pin Galant, une scène qui affiche 1400 places et 100 000 spectateurs par an. Son bilan à Dijon est plutôt flatteur : un taux de remplissage de près de 90%, 35 spectacles par an pratiquement tous complets, beaucoup d'autofinancement… Il est parti car l'ABC subit d'importantes baisses de subventions, malgré une image plus que favorable. Et là-bas aussi, il y avait une dette à restructurer, mais les collectivités n'ont pas suivi ses axes stratégiques.

Ceux qui ont encore un doute peuvent aller jeter un œil sur la programmation 2015-2016 du Pin Galant : on commence avec de l'humour le 25 septembre et l'ensemble se termine le 3 juin avec Stéphane Guillon. Entre les deux, plus de 80 soirées, avec du cirque, du théâtre, de la musique, de l'opérette, du cabaret, de la variété et de la danse. C'est vrai que l'on a eu le nez creux à Wissembourg de se séparer d'un aussi médiocre organisateur.
Ça, c'était pour fixer une partie des termes du débat.

Une seule solution, la municipalisation !

Le nez dans le guidon de la logique comptable la plus étroite, le maire, ou le sautier, on ne sait trop, a décidé qu'il fallait en finir et récupérer toute la mise, c'est-à-dire les bâtiments du relais – qu'il prend pour une sorte d'annexe personnelle – et ceux qui les occupent, à tort selon lui, c'est-à-dire les trois salariées de l'association de programmation. Aurait-il, en plus, mal pris que l'une d'entre elles figure sur une liste concurrente [qui a été majoritaire, relativement, tant à Wissembourg qu'à Weiler, ce qui en dit peut-être long sur la popularité de l'une et celle de l'autre…] ?

Depuis un an, la guérilla s'est transformée en combat frontal avec tir de bordées à boulets ramés sur cette association mère de tous les maux dont souffrirait l'expression culturelle telle que Monsieur l'imagine. Il se raconte qu'il est capable de faire une programmation en vingt minutes sur l'Internet, signe que nous avons bien de la chance d'avoir un personnage de son envergure à la tête de la commune. Blague à part, les choses se sont accélérées à partir de mars dernier, quand, revenant sur un engagement, il a fait voter par "son" conseil municipal une sorte d'oukase sur le relais, sommant les salariées de "choisir", en toute liberté bien entendu, sans aucune pression évidemment, entre la porte et l'intégration au personnel municipal. Il n'a pas encore précisé si ce serait bien sa chargée de propagande qui sera directrice de fait, mais cela ne saurait tarder. On aime ces pays où les ministres de la culture sont téléguidés par le pouvoir politique…

Ainsi lorsque l'extrême-droite aura pris le pouvoir municipal, elle n'aura plus qu'à se couler dans le moule qui lui aura été fabriqué sur mesure par quelqu'un qui fait envoyer par son conseil ce genre de prose au nom et pour le compte de la commune : "*… La plaquette que l'association s'apprête à diffuser qui mentionne les locaux de la Nef* [sic !] *comme lieu de déroulement des activités de l'association constitue une tromperie du public. La vente de billets d'abonnement par votre association pour des activités qui ne pourront avoir lieu faute de locaux pourrait constituer l'infraction d'escroquerie.…*" Et un peu plus loin, après une mise en garde contre de tels agissements, "*…Aussi est-il temps de cesser de mener des actions intempestives et d'obstruction contraires à l'intérêt de l'association…*" On termine, pour faire bonne mesure, avec la proposition d'une rencontre pour organiser, en bonne intelligence, la transition vers le nouveau mode de gestion. On ne sent naturellement aucune animosité dans de tels propos, tout est dans la mesure, la prise de distance, le recul.

Il faut dire que l'association l'a bien cherché, en déposant un premier recours visant à faire annuler la délibération du conseil municipal [décidément, le maire n'a pas de chance, si on se rappelle le Steinbaechel] et en laissant une pétition recueillir plus de 2 000 signatures, pétition que le maire a décidé de traiter par le mépris en en brocardant les signataires.

Et pour faire quoi ?

On vous le donne en mille, des économies, qu'il chiffre à 30 000 euros. Ça, c'est plutôt le montant de ce qui va être perdu, puisque cela correspond à la somme venant des sponsors ! On se trouvera dans une situation analogue à l'école de musique dont il est de bon ton de dire qu'elle est une réussite. Il n'y a que la foi qui sauve. À moins que l'on ne réédite le coup de l'office de tourisme en faisant nommer tel ou telle qui donne des gages de pureté idéologique et de suivisme politique.

Il sait aussi qu'il peut compter sur ses colistiers qui, depuis l'épisode malheureux du regroupement des cycles des écoles primaires, ont montré qu'ils avaient toute la flexibilité doctrinale que l'on était en droit d'attendre d'eux.

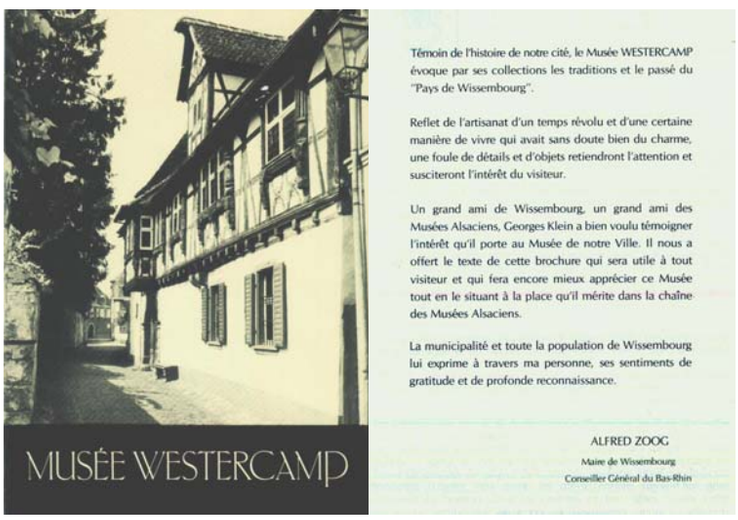
Pour l'heure, à part une manifestation, silencieuse, de la KDB et quelques réflexions bien senties à l'encontre du libraire de "à livre ouvert" qui a décidé de ne pas la fermer, il ne se passe rien. On attend par exemple que la com' de com' sorte du bois, et qu'elle fasse comprendre où est l'intérêt collectif. Parce que se taper tous les deux mois le concert des "Fameuses Musiques et Ritournelles", FMR – éphémères ? –, à moins qu'il ne s'agisse, comme dit un copain, de "l'effet maire", ça va finir par nous lasser. Surtout qu'on ne connaît même pas le montant du cachet…

Westercamp : l'agonie ?

La dernière édition des Nuits des Musées, à la mi-mai, a été l'occasion de réactiver provisoirement le processus de respiration artificielle, pour ne pas parler d'acharnement thérapeutique, auquel le musée Westercamp est soumis depuis le 1er novembre 2002. Il suffit de lire le semblant de programme qui était proposé sur le site des "Nuits des Musées" aux éventuels curieux pour se persuader que ce n'est pas après-demain que nous en verrons la réouverture :
"*18h-22h : Ouverture du musée, actuellement fermé dans l'attente de sa rénovation, avec visite commentée, exposition, jeux pour les enfants et musique. Le musée Westercamp participe en coopération avec les Archives municipales à la Nuit des Musées 2015.*"

"*Installé dans deux bâtiments remarquables des XVème et XVIème siècles, le musée Westercamp de Wissembourg a ouvert en 1913 grâce aux collections importantes données par un habitant de Wissembourg, Paul Westercamp (1839-1920). C'est un musée urbain à dominante historique qui prend en compte la situation frontalière de la ville. D'importantes collections militaires (armes et uniformes) liées à la guerre franco-prussienne de 1870 côtoient les lithographies de l'imagerie Wentzel. On y trouve également de l'archéologie, des éléments d'architecture du Moyen-âge, du mobilier alsacien…*" [présentation officielle du musée].

Les "travaux" [inventaire, traitement, restauration et mise à l'abri des collections] servent à justifier sa fermeture. On en est encore à déterminer son orientation qui serait à intégrer à l'amitié franco-allemande ! Quant à son printemps, s'il revient un jour, hypothétique, ce sera à l'issue d'une interminable hibernation.



Tout cela valait bien un rappel en forme d'hommage à ceux qui, il y a 35 ans, confiaient à Georges Klein, conservateur du musée alsacien à Strasbourg, le soin de faire paraître, aux éditions de la Tour Blanche [encore une disparition], un bien joli fascicule qui ne terminait ainsi : "*Une visite au Musée de la Ville de Wissembourg, appelé Musée Westercamp ne peut qu'être enrichissante. Histoires, légendes, traditions, collections, le tout formant un ensemble qui éveille, sans nul doute, l'attention de tout un chacun.*"

De même cette photo issue de la publication [page 39] où l'on constate que l'on est loin de l'état de décrépitude qui nous est sempiternellement servi pour justifier près de treize trop longues années de fermeture.

La comédie ne fait plus rire personne et la permanence de ces portes fermées est à porter au passif de ceux qui persistent à fuir leurs responsabilités.

Rappel

Sur la liberté d'expression, qui ne voit la discordance toujours plus grande entre nos juridictions et la jurisprudence de la cour européenne des droits de l'homme, voire entre les grands idéaux que notre nation a forgés pour l'humanité toute entière et l'application de notre droit. On me rétorquera que la loi peut le corriger, mais ce n'est pas ce que nous allons faire aujourd'hui. Nous devons rappeler que l'intention du législateur n'a jamais été de battre en brèche ces grands idéaux et que, dans le débat politique, il est permis de recourir à une certaine dose d'exagération voire de provocation, selon la formule de la cour européenne des droits de l'homme. N'est-ce pas ce que nous faisons chaque jour dans cet hémicycle, parfois même de façon excessive. Que deviendrait le débat parlementaire si exagérations et provocations lui étaient interdites. […] Faut-il rappeler au souvenir de Zola traîné en cour d'assises pour avoir dans *J'accuse !* porté atteinte à l'autorité de la chose jugée, condamné à un an de prison et contraint à l'exil pour éviter le cachot.
Sommes-nous encore capables de tirer pour nous-mêmes quelques leçons morales de ceux que nous citons en exemple à nos enfants ? Vous connaissez cette tirade de Clemenceau : «*Gloire au pays où l'on parle, honte au pays où l'on se tait !*»
Permettez-moi de vous citer quelques mots d'Henri Leclerc, longtemps président de la commission européenne des droits de l'homme : «*Nous avons critiqué bien des décisions judiciaires qui nous ont choqués. Ce droit, Nous revendiquons ce droit, et ne pouvons le contester aux autres.*» C'est au citoyen de réagir et non aux tribunaux lorsqu'une décision est contestée.
Le premier parlementaire qui prit la parole sur une proposition de suspension des poursuites a dit à ses collègues : «*Aujourd'hui, Messieurs, voici votre droit, il est inscrit dans les lois constitutionnelles, et je vous prie d'en faire une sage et première application*», c'était en 1879. […]
Dans le climat si lourd de notre république et de notre démocratie, vous n'allez répondre au fond qu'à une seule question qui résume toutes les autres : voulez-vous un parlement honteux, un parlement qui baisse la tête et se tait, un parlement qui ne défend même pas la première de ses libertés, sa liberté d'expression, ou voulez-vous un parlement qui relève la tête pour affronter toutes les démagogies, voulez-vous un parlement debout ou un parlement couché ? Voilà la question posée à la conscience de chacun.
Henri Guaino, 3 juin 2014, à la tribune de l'Assemblée nationale, lors de la demande de levée des poursuites à son endroit.

JE SUIS

"CONTINUONS ENSEMBLE !"

Le sautier

Il nous a été imposé dès la seconde semaine du premier mandat. Tout le monde s'est demandé à quoi il allait servir. Un chef de cabinet dans un chef-lieu de canton : manifestement, le maire se prenait pour un homme important. Si on l'a beaucoup croisé les premières années, il choisit maintenant l'extrême discrétion, ayant sans doute compris qu'il n'était guère plus populaire que celui qu'il sert, celui qui l'a nommé. À en croire ceux qui mangent dans la main du maire, ce serait un type vraiment bien, un gars vraiment drôle, qui aurait vraiment beaucoup d'idées. Comme dit un ami, le seul problème c'est qu'elles ne font pas les affaires des Wissembourgeois avec qui il se lie peu. Quant aux idées, on les débusque derrière chaque initiative de la mairie : l'éviction d'un président d'office de tourisme, le "*kost-killing*" à tous les étages, le nouvel avocat de la mairie, le pilotage des conseillers-drones, "l'argumentation" en novlangue, les projets de construction à marche forcée, le bureau fermé lors des portes ouvertes, la multiplication des procédures administratives, les entretiens d'évaluation annuelle des élus, et des méthodes d'administration qui sont dures aux faibles et douces aux forts. Il est un exécutant des décisions qu'il inspire, il apparaît sur l'organigramme sans que l'on sache vraiment qui il est, ce qu'il fait ou qui il commande. On a juste appris qu'il habitait, pour un loyer quasi-symbolique que l'on a le droit de discuter puisqu'il a été voté publiquement, un appartement pas trop mal situé au centre-ville. De fait, il est logé.

En fait, c'est le sautier de Wissembourg. On le verrait bien "chef des guets". À l'instar de celui de Genève, il exerce les fonctions de secrétaire permanent et de directeur du service du maire. On ne peut que regretter qu'il ne soit pas chargé, comme son homologue helvète, d'observer le marronnier officiel de la commune pour déterminer la date d'éclosion de la première feuille, information transmise à la presse qui annonce le début officiel du printemps. Cela le rendrait presque sympathique. Il ne lui manquerait plus alors que la livrée aux couleurs de la ville…

À l'entendre, il serait toujours au turbin, du soir au matin, courageux à l'ouvrage, toujours dans l'ombre, mais tout de même la voix de son maître, à moins que son maître ne soit sa voix, allez savoir.

Quand on l'a rencontré, on en retire une irrépressible sensation de trouble et de confusion, tant la suffisance le dispute à l'excellente opinion que Monsieur semble avoir de sa modeste personne.

Sautier ? Un travail de soutier !

De quoi cette rue est-elle le nom ?

Vous avez aimé Clemenceau, premier flic de France assumé et revendiqué, qui s'est illustré aux lendemains de la catastrophe de Courrières et a récidivé en réprimant la révolte des vignerons du Languedoc [cause de la mutinerie des soldats du 17ème, immortalisée par Montéhus] ? Son nom est celui d'une multitude de rues, d'avenues et de boulevards, il ne manque que les impasses. Vous adorerez donc Hoche dont le nom a été choisi pour l'une des voies du lotissement communal à Altenstadt !

Ah, Hoche, si cela nous ramène peut-être aux guerres de conquête de l'épopée révolutionnaire vieillissante, c'est aussi les guerres de Vendée qui ont ensanglanté l'Ouest de la France pendant trois longues années. Les guerres de Vendée, c'est l'envoi des Mayençais, l'armée qui a capitulé à Mayence, pour réprimer les révoltes suscitées par la levée en masse. À ce titre, Kleber a sa responsabilité dans le traitement infligé aux populations [cela ressemble à Sétif, quand l'armée française a maté, en 1945, la première manifestation des Algériens à leur droit à l'autodétermination]. Les guerres de Vendée, c'est également la politique de la terre brûlée pratiquée par les "pacificateurs", une répression sanglante, des massacres [on rappellera les pontons de Nantes], la guillotine qui fonctionne à plein, les douze colonnes infernales qui, telle la colonne Voulet-Chanoine terrorisant l'Afrique sub-saharienne d'Ouest en Est un siècle plus tard, ont tout passé au fil de l'épée, femmes, enfants et vieillards compris, pour aboutir à la mort probable de 200 000 personnes.

En fait, des individus de la trempe de Kleber et de Hoche, dont on nous a rebattu les oreilles lors des leçons d'histoire à l'école primaire, ont eu bien de la chance que Nuremberg n'ait été constitué qu'un siècle et demi plus tard : cela leur a évité le déshonneur et la corde le cas échéant.

Faire voisiner celui qui a eu la bonne idée de mourir presque trentenaire avec Auguste Spinner, patriote francophile, à l'origine à la fois du monument du Geisberg et du musée Westercamp fermé depuis de si longues années, et Marie Gross-Herrel, authentique résistante à la barbarie nazie, courageuse dans l'épreuve, est au mieux une faute de goût.

On peut avoir son opinion sur celles et ceux qui s'approprient actuellement la mémoire de cette sauvagerie infligée, au nom de la Raison, aux populations de l'Ouest de la France mais on aurait pu honorer d'autres héros, plus modestes et moins controversés, Jean-Jacques Remetter, par exemple, un Yéniche, dernier Malgré-Nous à rentrer en France en 1955. À défaut de plaque de rue, il aura au moins sa photo dans Pumpernickel.

Curiosité

Vavez aimé les valises sans poignée et les balais sans manche. En tant que Wissembourgeois de souche, d'adoption, de hasard ou de passage, vous adorerez la gare sans pendule ! Car chacun sait que la pendule, c'est la gare, avec ses trains qui arrivent et partent à l'heure, ses employés ponctuels, ses horaires immuables et quasiment ésotériques ! Sait-on à Wissembourg que lorsque l'on prend la décision de démolir une gare, il se trouve souvent une bande de semeurs de désordre qui se constituent en association pour demander que l'on en garde un souvenir, de préférence la pendule ? C'est en tout cas ce qui s'est passé à Douarnenez, dans le Finistère, en 2004, où, après plus d'un siècle de bons et loyaux services, la gare a été rasée.

Sous l'impulsion d'un collectif qui était résolu à contrecarrer des actions iconoclastes perpétrées au fil des décennies, une pétition a été lancée, recueillant près d'un millier de signatures, pour réclamer que l'on respecte le symbole, s'il en est un, de cette gare qui fut le poumon économique de Douarnenez et de la région. Après qu'elle a été détruite, le fronton de granit ouvragé, et surtout cette pendule vers laquelle se sont tournés, parfois heureux, parfois tristes, souvent anxieux, des milliers de regards a été installée pour que subsiste la mémoire certes des millions de voyageurs qui y ont transité mais aussi celle de ceux qui y ont travaillé.

à gauche, le bâtiment démoli, à droite, la pendule-témoin

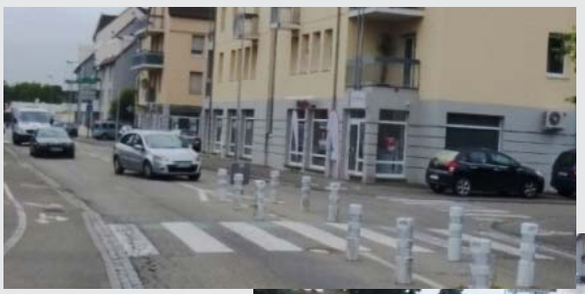
À Wissembourg, C'est une autre partition. La gare a été reconstruite, et avec quel charme, on y avait bien entendu installé une vraie pendule, comme c'est la règle. Mais depuis quelques années, tout a changé: la pendule a disparu, remplacée par une splendide plaque de contreplaqué ! À la limite, on se demande si la société nationale n'aurait pas mieux fait d'envisager y installer un cadran solaire ! Mais, façade au Nord… Quoi qu'il en soit, la situation actuelle est invraisemblable et on n'ose pas croire que les responsables parviennent à se satisfaire de cet état de fait qui ne donne pas de la SNCF une image particulièrement flatteuse.

Il est vrai que l'on peut toujours se consoler en jetant un œil sur le panneau réalisé par les élèves du lycée technique pour indiquer le point de départ de la ligne lavande qui court jusqu'à Winden. Pour ce qui est de donner l'heure, c'est largement perfectible.

Circulation

Nous sommes avenue de la Paix, si mal nommée, tant la circulation qu'elle supporte la rend tout sauf paisible. Carrefour avec la rue des Fleurs : pour faire semblant de "résoudre définitivement la problématique", on a installé un aménagement minimaliste censé ralentir la circulation. C'est vrai qu'un 38 tonnes lancé à 50 km/h a de quoi effrayer, surtout si l'on est un enfant ou une personne âgée. Mais on s'est refusé à une solution du type de celle de la route de Lauterbourg où le 40 km/h est maintenant imposé avec menaces de contrôles radar à la clef. En fait, ici, ça ne ralentit pas grand-chose, et il est même nécessaire de remplacer périodiquement les potelets en plastique qui sont tout sauf dissuasifs.
Pour les riverains, une seule solution : un îlot en dur et des contrôles. C'est le seul moyen de ramener la tranquillité aux abords.

Nous sommes toujours avenue de la Paix, et il est interdit de tourner à gauche quand on vient de la Gare, mais qu'importe, puisque par nature, un automobiliste est pressé, alors, au diable les interdictions et les clignotants !



Que dire de ce bon citoyen qui sort du parking, entre les deux immeubles, sans ménager ses amortisseurs, et pour cause, puisqu'il est interdit de circuler comme il le fait [circulation d'un véhicule en dehors de la chaussée : 90 euros !].

Chargeons la barque avec ces voitures-ventouses perpétuellement parquées à droite, sur le trottoir, ou à gauche, sur la piste cyclable, alors que la place de la Foire est à 50 mètres.
La prochaine fois, quelques situations édifiantes de la rue de la République où les voitures mènent la vie dure aux piétons et aux cyclistes.

Et si l'on parlait d'autre chose ?

La vie de la commune ne se résume pas exclusivement aux trouvailles du maire et de son sautier. Il y a aussi ceux qui ont d'autres projets, une autre idée de la vie et des relations que nous devons avoir avec autrui. Deux exemples.

Le Langenberg, vous connaissez ? Un lieu chargé d'histoire et rempli d'histoires, plusieurs époques, des bals populaires des lendemains de la guerre à une forme de contre-culture lors des années '70. Différents statuts, multiples activités et occupations du lieu, des responsables qui se sont succédés, chacun avec sa personnalité, forcément controversée, mais n'est-ce pas le propre des personnalités. On y a fait de la musique et du théâtre, vendu de la tarte flambée, animé des stages de formation ou de création artistique, c'est là qu'en janvier 1989 "Wissembourg en vert" y a présenté sa liste et son programme [une quasi-exclusivité historique puisque depuis cette date, aucune liste n'a été capable de proposer un projet global articulé sur un programme détaillé]. Au milieu des années '90, pour des raisons de sécurité, les locaux sont déclarés impropres à accueillir le public, et l'activité principale "tarte flambée" doit s'arrêter. Le château, où des travaux avaient été entrepris en vue d'en faire un gîte avec possibilités d'espace pour séminaires est acquis par un particulier qui en fait un centre équestre. La fonction sociale se déplace, mais l'activité ne se dément pas.

Ni kibboutz, ni phalanstère, ni kolkhoze

Comme cela a déjà été présenté dans les Dernières Nouvelles d'Alsace du 3 mai, une association s'est constituée qui veut transformer le lieu en hameau intergénérationnel, habité par une petite vingtaine de coopérateurs fédérés autour de l'idée de la mise en commun et de l'entraide. Il s'agirait d'une sorte de communauté, regroupant des compétences et des individualités qui ont compris que leur bien-être dépend de l'attention qu'ils sauront porter aux autres.

Prévoyants, ils ont rédigé une charte, sorte de déclaration d'intention, qui engage chacun des coopérateurs vis-à-vis des autres à vivre et à décider ensemble de la gestion de la propriété collective, respectueuse elle-même de la propriété individuelle, dans l'idée de proposer de bien vivre et de bien vieillir.

L'idée générale est de profiter d'un lieu unique en son genre tout en offrant aux habitants une qualité d'existence hors norme. Le partage des tâches permettra d'en réduire le coût et d'assurer à tous un confortable quotidien. Pourquoi disposer de plusieurs véhicules alors que le minimum d'organisation permet de se regrouper sans incidence sur le confort ? Une flotte modeste de vélos, y compris à assistance électrique, à la disposition des coopérateurs ne vaut-elle pas mieux qu'un parc automobile pléthorique, dévoreur d'espace et gourmand en énergie ? La valorisation de l'énergie disponible localement, et son utilisation sobre et économe n'est-elle pas la meilleure solution à ce type de structure ? Autant de questions auxquelles l'association tente d'apporter des réponses collectives et intelligentes, plus sur la base du consentement [c'est quand personne ne dit non] que sur celle du consensus [c'est quand tout le monde dit oui].

Une démarche morale

L'association qui recherche encore quelques coopérateurs entend bien se situer hors de tout contexte spéculatif immobilier. Elle veut privilégier une formule analogue à celle qu'elle connaît, pour l'avoir expérimentée, du Quartier Vauban, à Freiburg im Breisgau, référence quasi-universelle en la matière, qu'il s'agisse de l'établissement du cahier des charges valable pour chaque réalisation ou de l'installation d'une vie sociale propre au quartier lui-même, avec petits ateliers, haltes-garderies, centre socio-culturel et commerces [loin des villes découpées en fonctions, hachées, hiérarchisées issues de la charte d'Athènes, qui nous a fait tant de mal…].

Sensible à la dimension écologique de l'enjeu, il est envisagé l'installation d'une activité agricole de maraîchage pour que l'ensemble tende vers l'autosuffisance énergétique, en utilisant les ressources disponibles [solaire thermique et électrique, hydraulique, biomasse, bois sans négliger les constructions qui seront neutres au minimum car elles font appel à des technologies économes, comme la paille et l'argile].

Une démarche sociale

Se regarder le nombril n'est pas l'objectif. Il faut aussi se donner les moyens de vivre tout en offrant des services. C'est dans ce sens qu'un accueil des touristes est aussi intégré au projet, avec l'installation d'un camping [l'arlésienne wissembourgeoise, proposé en 1989 par "Wissembourg en vert", depuis rien n'avance !] et de cabanes – y compris dans les arbres – et de roulottes, de manière à diversifier l'offre. Tout cela bien entendu en conservant le centre équestre. On ne néglige pas non plus l'instruction des enfants puisqu'il est même envisagé une école à pédagogie différente.

Gros projet auquel vous pouvez vous joindre en contactant l'association et ses responsables, Christian et Karen Noeppel au 03 88 07 35 19 ou en consultant le site "ecolieu-langenberg.eu".

Naturopathie

Dans le même ordre d'idée, signalons l'initiative de **Pascal Léval** qui veut élargir son activité de naturopathe à Wissembourg, 2 rue de la Laine. Il exerce déjà à Haguenau, depuis un an, dans les locaux de l'association "*Graine*". Membre professionnel de l'association des naturopathes d'Alsace et des médecines naturelles, il est titulaire d'un certificat attestant qu'il a suivi les formations alsaciennes de naturopathie et de psychobiologie.

De formation scientifique, titulaire d'un diplôme franco-allemand d'ingénieur en informatique, il a rencontré la naturopathie lors d'un salon bio à Strasbourg en 2008.

Il pratique la bioélectronique de Vincent, méthode d'analyse qui combine degré d'acidité, degré d'oxydation et charge minérale. Le redressement des paramètres passe notamment par l'alimentation, l'exercice physique et la psychologie. Il ne s'agit en aucun cas de se substituer aux traitements en cours qui sont du ressort du médecin traitant. C'est en revanche une approche complémentaire, qui permet d'améliorer sensiblement l'efficacité des traitements.

Démarche essentiellement préventive, la naturopathie vise à l'autonomie de la personne. C'est une manière de vivre, de se soigner et de se prémunir de la maladie en général.

Pascal Léval [téléphone 03 88 72 18 20] donne régulièrement des conférences dans la région de Haguenau et Wissembourg dont le programme figure sur son site Internet, **pascal-leval.fr**.

Lecture

Le journal de **Victor Klemperer** [voir Pumpernickel N°63, décembre 2011, à propos de LTI] n'est rien d'autre qu'un monument. Les près de 1 700 pages, 2 000 si l'on ajoute les notes, dont la lecture à elles-seules est déjà passionnante, nous plonge dans le cauchemar d'une Allemagne qui a cru aux discours mensongers et haineux d'une propagande invraisemblable servie par une langue dévoyée par des psychopathes.

Deux tomes ne sont pas de trop pour entrer dans la vie d'un philologue reconnu, qui figurait dans l'encyclopédie Brockhaus, titulaire d'une chaire de romanistique à Dresde, respecté de tous, dont la vie bascule en janvier 1933 quand les nazis prennent le pouvoir. On va les suivre douze années durant, lui et sa femme, Eva, admirable de courage, dans l'inexorable dégringolade qui leur est imposée au fil de l'empilement des interdictions faites aux juifs. Ils doivent même se séparer de leur chat Muschel, un déchirement pour Eva, car les juifs n'ont même plus le droit de posséder un animal domestique !

Les ennuis ont commencé dès les premiers mois quand Victor Klemperer a été mis à la retraite d'office avec demi-solde. Ils parviendront néanmoins à construire une petite maison dans la banlieue de Dresde, puis à acheter une voiture après que Victor aura réussi son permis de conduire. Mais tout cela va vite s'effondrer au fur et à mesure de l'enfermement qui est imposé : saisie des biens, gel des avoirs financiers, expropriation, logements dans les "maisons de juifs", perquisitions, convocations à la gestapo, intimidations, humiliations, port de l'étoile, prison, famine, nous entrons dans un univers cauchemardesque où la survie est affaire de hasard et de chance. Dans cet enfer, il note, comme pour nous rassurer, les manifestations de sympathie de quelques concitoyens qui n'hésitent pas à traverser la rue pour serrer la main du porteur d'étoile.

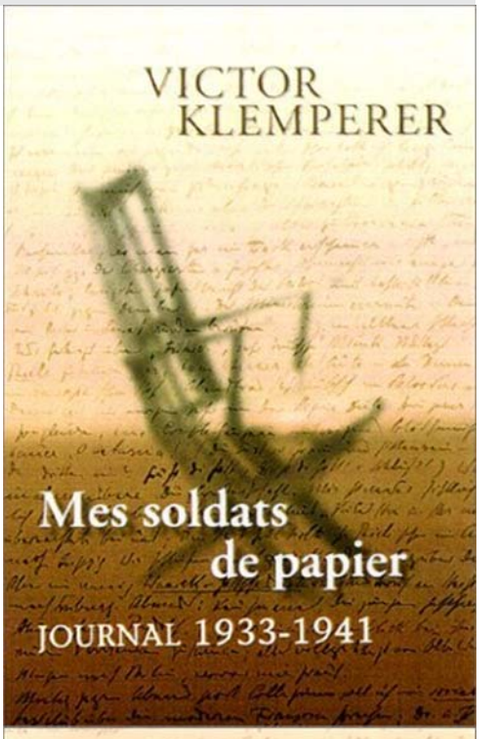
Pour Klemperer, face au cours inconcevable des choses, il faut résister, témoigner jusqu'au bout, quels que soient les risques, par-delà les difficultés du quotidien, les ennuis de santé ou la quête du ravitaillement, en cachant ses soldats de papier comme il appelle ses feuilles de notes, mises à l'abri par Eva. Mais son œuvre va bien au-delà de la relation, jour après jour, de la misère à laquelle ils sont soumis, puisqu'il stocke le matériau linguistique de cette langue du troisième Reich [LTI] qu'il entreprend d'analyser pour mieux la contrer. En s'astreignant à ce travail, il fait acte non seulement d'opposition active, mais en plus il se donne les moyens de lutter contre le fatalisme, l'hébétude, ou la dépression qu'il aborde au fil des pages. Il écrit pour tenir, et, prenant la métaphore du funambule, son journal est le balancier qui lui permet de maintenir son équilibre sur le fil d'acier qu'il est contraint d'emprunter.

Sa formation de philologue exercé à débusquer les finesses, les nuances et les subtilités de la langue le rendent plus sensible que d'autres à la dégradation et à l'appauvrissement de la langue allemande, cette langue de ce pays dont il ne cesse de rappeler qu'il les aime tous les deux. Il parvient à percer le secret de la rhétorique de la LTI, basée sur la mauvaise conscience, qui passe son temps à se défendre, à se vanter et à (s')accuser sans jamais la moindre déclaration paisible. Chez les locuteurs de la LTI, tout est violence et invective, ils n'ont aucun sens de leur propre comique, leur comique à eux, c'est la bassesse contre ceux qui sont sans défense, écrit-il en mars 1938.

On ne peut bien entendu passer sous silence la portée historique de ce témoignage singulier, qui ne revendique aucune universalité. Il a bien conscience de l'étroitesse de son champ de vision, mais ne fait pas moins part des événements dont il entend parler [la lecture des journaux est interdite aux juifs] et qui influent sur le cours des choses : la chute de Stalingrad, les retombées de l'attentat du 21 juillet 1944, les pogroms en Pologne et en Union soviétique, Theresienstadt, les déportations, la fin de la guerre qu'il passe à Munich où il côtoie les Américains. Les derniers mois sont curieux : à Dresde, il redevient quelqu'un d'important, signe des certificats de bonne conduite et participe au processus de remise en route de l'Université dans un semblant de normalité apparente, alors que l'avenir inquiète.

Autre aspect de ce journal, hors du commun : on peut aussi y voir une triple déclaration d'amour, à Eva d'abord, sa compagne, attachante, dévouée et héroïque, à Dresde ensuite dont le bombardement du 13 février 1945 l'accable mais le sauve [le chaos leur permet de s'échapper] et enfin à l'Allemagne qu'il ne veut quitter sous aucun prétexte. "*Le plus dur combat pour ma germanité, c'est maintenant que je dois le mener. Je ne dois pas en démordre : c'est moi qui suis allemand, les autres ne sont pas des Allemands ; je ne dois pas en démordre : c'est l'esprit qui importe, pas le sang […]* Moi, *je suis allemand, et j'attends que les Allemands reviennent; ils se cachent quelque part.*"

Cette présentation a été inspirée par le travail de Bénédicte Abraham. Les journaux (1933 - 1945) et LTI de Victor Klemperer (1881 - 1960) : Les possibles stratégies de résistance au langage nazi. Textes et Contextes, Centre Interlangues, 2011



Victor Klemperer (1881-1960), philologue allemand, spécialiste des Lumières françaises, de 1920 à 1933 titulaire de la chaire de romanistique à l'Université Technique de Dresde, est devenu, peu après la publication de ses journaux en 1999 et leur traduction en français parue en l'an 2000, l'emblème de la clairvoyance, de la pertinence et de la résistance face au langage nazi. Le journal qu'il va tenir assidûment pendant toutes les années du nazisme devient un espace subversif d'écriture résistante qui montre que, même si les tentatives de musellement sont nombreuses et souvent décourageantes, certaines stratégies de résistance visant à échapper à l'emprise pernicieuse de la langue nazie ne sont pas impossibles. Résister n'a pas seulement été pour Victor Klemperer une attitude psychologique ; il a aussi voulu en faire un acte éthique, une véritable lutte de l'esprit et de la réflexion critique contre la tyrannie sanguinaire des lois raciales et le triomphe de la seule force. Son principe de résistance va consister à attaquer l'inhumain à sa source, c'est-à-dire à s'en prendre à la langue par et dans la langue elle-même en gardant toujours à l'esprit la recherche d'un parler vrai, juste et précis.

6 septembre 2015

VOICI LA CARTE dont vous aurez besoin pour participer à la fête des amis de **Pumpernickel** qui se tiendra le **6 septembre prochain**, comme d'habitude **1 rue Saint-Jean, à partir de 14h30**. N'oubliez pas de l'apporter ! Elle vaut invitation à une rencontre privée sans droit d'entrée.

Celles et ceux d'entre vous qui n'habitent pas à Wissembourg la recevront par courrier, les autres la trouveront dans leur boîte à lettres comme cela a déjà été le cas les années précédentes.

Nous avons la chance et l'honneur d'accueillir trois musiciens et chanteur de qualité pour une soirée quasiment historique : ce sera en effet la première fois depuis une bonne trentaine d'années, au moins, que l'on entendra des chansons de Bertolt Brecht à Wissembourg.

Un banquet sera également organisé autour de 18h00, en guise d'entracte. Ce sera l'occasion d'échanger en toute simplicité, d'avoir un moment de conversation paisible, de mettre en commun des réflexions et pourquoi pas de faire une déclaration publique ou de proposer une chanson dans l'esprit de la tradition républicaine. Un plat chaud sera proposé pour une somme modique ; vous pouvez apporter entrée(s) ou dessert qui seront mis à la disposition de tous.

Pour que tout se passe bien, il vous suffit de prévenir [pumpernickel@live.fr ou 07 85 19 54 59] pour que tout soit mis en œuvre afin que cette rencontre soit d'abord un bon souvenir pour celles et ceux qui y auront participé.

Bernd Weissig (chant), **Jean-Philippe Froidefond** (guitare basse) et **Dominique Lô** (guitare) seront les protagonistes de cette soirée qui nous ramènera à l'essentiel, des textes de Brecht sur des musiques inimitables. Il s'agit d'un projet transfrontalier qui a débouché sur un spectacle donné tant à Augsbourg, ville natale de Brecht, qu'à Berlin, au Berliner Ensemble. Cette manifestation s'inscrit opportunément dans le fil de ce qui est organisé à Bussang [où l'on donne "l'opéra de quat'sous" ainsi qu'un récital à deux sous] au théâtre du Peuple.

À Wissembourg, un bonne vingtaine de chansons seront interprétées, sur des musiques de Kurt Weill, Paul Dessau et Hanns Eisler. L'ensemble débutera à 17h00 avec une première partie d'une heure. Une pause "banquet" permettra à chacun de commenter la prestation avant une reprise pour la seconde partie vers 19h30 qui devrait se terminer autour de 21h00.

Si tout se passe comme prévu, une plaquette sera disponible pour présenter les chansons.

Appel aux dons

En septembre prochain, Pumpernickel fêtera son vingtième anniversaire. Les restes de la collecte de 2004 ne suffiront pas à rémunérer, comme il le convient, les artistes qui viendront animer une partie musicale somptueuse de la rencontre autour des chansons de Bertolt Brecht.

Chacun de vous le sait, Pumpernickel n'est pas une aventure commerciale à but lucratif. Il s'agit d'une entreprise éditoriale personnelle fondée en septembre 1995. Personne n'en est propriétaire, surtout depuis la constitution en association peu après les ennuis judiciaires de 2004.

Pumpernickel n'est pas non plus la filiale d'un groupe de presse, et encore moins celle d'un combinat économique ou industriel.

Lorsque le premier numéro est sorti, nous pensions, à quelques-uns, qu'il n'y en aurait peut-être que pour quelques mois, quelques années au plus ; les cibles de Pumpernickel espéraient, quant à elles, que ce serait sans lendemain. Et voilà que l'on approche du numéro 75 !

Pas d'annonceur, des dons irréguliers, ces dernières années ont été moins faciles que les précédentes et nos fonds personnels sont maintenant mis à contribution, mais n'est-ce pas pour la meilleure cause ?

La fabrication d'un numéro coûte entre 160 et 220 euros selon le nombre de pages, l'expédition à une bonne centaine de destinataires encore 100 euros, quand les tarifs postaux ne cessent d'augmenter.

L'ensemble est un travail bénévole, et l'argent, mal nécessaire, sort plus facilement qu'il ne rentre !

Chacun s'accorde à reconnaître l'intérêt de disposer d'une autre lecture de l'actualité locale, à l'abri des forces de l'argent et des pressions politiques. C'est ce rôle que Pumpernickel peut continuer à jouer si vous lui en donnez les moyens.

C'est pourquoi je fais appel à vous, chers lecteurs ! En rendant d'une part possible la continuité de cette publication et en assurant d'autre part l'équilibre financier de la rencontre du 6 septembre, vous donnerez un peu de temps et d'air à ce qui reste original, à Wissembourg du moins.

Je vous en remercie à l'avance et vous donne rendez-vous pour les prochains numéros.

Pumpernickel 20 ans ! 15

Tarnac, le retour

Dossier vide, instruction à charge, absences de preuves et d'aveux, s'orienterait-on vers le fiasco judiciaire ?

DÉCISION INCROYABLE que cette demande de renvoi en correctionnelle pour "association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste" de Julien Coupat, aux côtés de deux jeunes femmes, dont sa femme Yildune Lévy. Rappelons-nous que le président de la République, alors président du conseil général de Corrèze, [Tarnac est en Corrèze], n'hésitait pas à écrire, sous le titre "*la claque de Tarnac*" que cette affaire prenait des allures de ratage policier, de palinodie judiciaire et de faute politique. C'était au printemps 2009.

2012 est passé, et puis rien n'a changé.

Comme dans les pires scenarii, magistrats et policiers de "l'antiterrorisme" ont continué leur "travail", en mettant bout à bout extraits tronqués de livres en vente libre, tickets de caisse de supermarché de bricolage et témoignages vite remis en question. Tout ça alors que, pour des faits identiques, on a ouvert, par la suite, des enquêtes pour "malveillance" ou "dégradation", mais pas pour "terrorisme". On remarquera qu'alors que l'on tourmente ceux dont leurs voisins directs ne disent que du bien, la "justice antiterroriste" accorde un non-lieu à l'un des frères Kouachi, c'était avant janvier 2015 !

Silencieux longtemps, Julien Coupat s'est récemment exprimé. Pour dire quoi ? Pour s'inquiéter de l'anachronisme d'une magistrature qui a d'autant plus le pouvoir d'écraser qu'elle vit en circuit fermé. Pour proclamer que "***nous*** *ne nous laisserons pas détruire ni piétiner, malgré la disproportion des forces*". Pour dénoncer la concomitance entre le vote de la loi "sur le renseignement" et la publication du renvoi, manière d'envoyer un avertissement à ceux qui seraient tentés de résister, soulignant que l'incrimination d'"apologie du terrorisme" est employée pour terroriser toute expression téméraire.

Il observe que c'est un régime de "gauche" qui tue un manifestant, une première depuis trente ans, qu'il fait pire que la droite en matière d'austérité, d'antiterrorisme, de droit du travail et de répression pour conclure qu'il est peut-être temps d'entendre enfin ce que Mascolo, le mari de Marguerite Duras, a écrit : "*le contraire d'être de gauche, ce n'est pas être de droite, c'est être révolutionnaire !*"

Quant aux services de renseignement, son expérience lui interdit d'envisager de leur confier sa fille, et encore moins la sécurité collective.

30 juin 2015
Plus que 1727 [± 7] jours !

Musée Westercamp

01 / 11 / 02 – 30 / 06 / 15,
Douze ans et demi de fermeture !
4 625 jours !
Vous ne rêvez pas !

FSC
Sources mixtes
Groupe de produits issu de forêts bien gérées et d'autres sources contrôlées

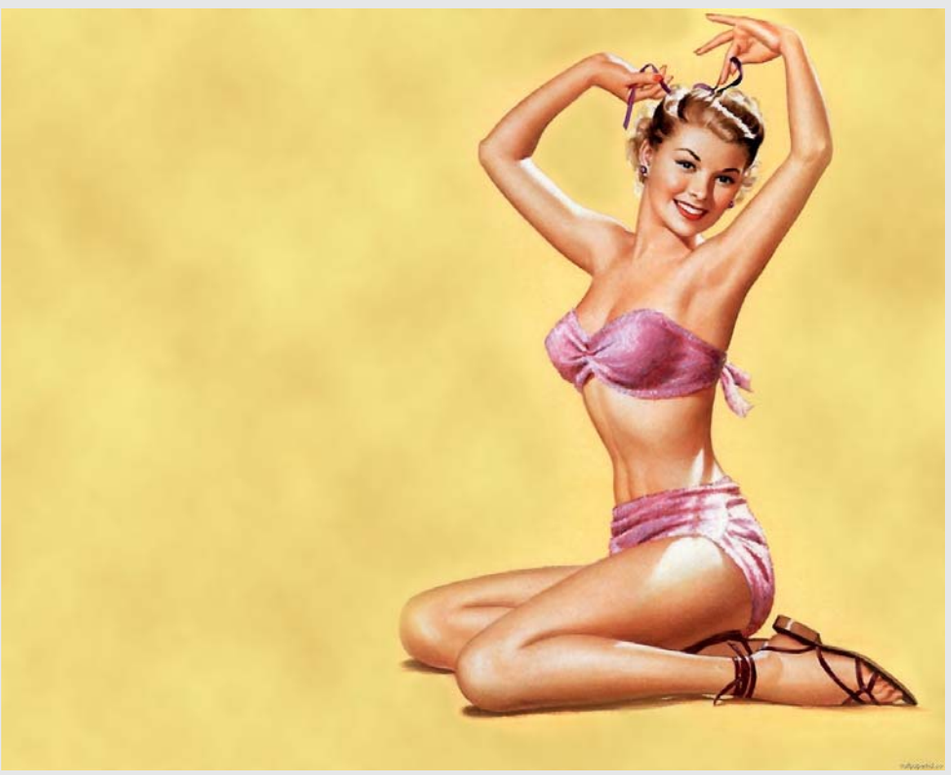
Pumpernickel est imprimé sur du papier issu de la sylviculture intelligente.

Autre temps

LE PARTI SOCIALISTE n'a pas toujours été favorable au travail du dimanche. Il l'a même dénoncé, et sur quel ton ! Lisons-le :

Mon dimanche j'en ai besoin Mon dimanche j'y tiens ! Nicolas Sarkozy a décidé de passer en force pour généraliser le travail le dimanche. Cette décision sera inefficace sur le plan économique, dangereuse pour les salariés, et néfaste pour la vie sociale.
Mobilisons-nous pour défendre un autre modèle de société !
Effet nul sur la croissance, car l'argent dépensé le dimanche ne le sera pas le reste de la semaine. Fausse liberté pour des milliers de salariés qui n'auront pas le choix et seront contraints de travailler le dimanche sous peine de perdre leur emploi, sans même avoir la garantie de voir leur salaire augmenter… Décision destructrice d'emplois et déloyale vis-à-vis des petits commerçants et artisans.
Nous refusons ce modèle de société inacceptable, du "tout marchand", 7 jours sur 7, 365 jours par an. Nous voulons garder notre dimanche pour avoir du temps pour nous, pour nos familles et nos amis, et participer à la vie associative, accéder à la culture, faire du sport, bref un dimanche pour vivre.
La protestation a permis un premier recul, mais la menace reste bien présente !
Pour une société plus juste, refusons la généralisation du travail le dimanche !

Et ça continue avec la suppression programmée du CDI et la précarisation des salariés, la justice prud'homale mise au régime sec, la criminalisation de l'action syndicale, la paupérisation, etc.
On ne peut même plus en rire puisque c'est devenu dramatique.



Le coin de Coco…